



Association
de Science Régionale
de Langue Française

59^e colloque de l'ASRDLF

**Faculté de Droit et d'Economie & Faculté des Sciences de
l'Homme et de l'Environnement, Université de La Réunion,
Campus Sud**

28-30 juin 2023

Proposition soumission session spéciale ASRDLF

1. Coordonnées des autrices/auteurs :

Nom Prénom, Statut, Institution, Labo, mail

Breuilé Marie, chargée de recherche, INRAE, marie.breuille@inrae.fr

Delpech Claire, professeure associée, LIRSA, Claire DELPECH <c.delpech@adcf.asso.fr>

Navarre Françoise, professeure, Lab'Urba, navarre@u-pec.fr

2. Titre de la session thématique :

De nouveaux enjeux pour la fiscalité locale ?

3. S'agit-il d'une session spéciale organisée par un/une jeune chercheur/se ?

Oui :

Non : X

4. Mots-clefs : 6 maximum

fiscalité, financement des services publics locaux, aménagement du territoire, péréquation

5. Adossement ou non de la session à un futur numéro spécial d'une revue

6. Courte description de la session (450 mots maximum)

Cette session spéciale est proposée par le Réseau Finances Locales (FiL) dont l'objectif est de soutenir la recherche pluridisciplinaire (droit, science politique, sociologie, économie, géographie et aménagement...) en finances locales. Elle est axée sur l'évolution de la fiscalité, outil indispensable de financement des politiques publiques centrales ou périphériques.

Quel bilan peut-on faire de la fiscalité locale ?

La fiscalité locale joue, au côté des concours de l'Etat, un rôle essentiel dans le financement des services publics locaux.

Cette fiscalité a connu, au cours des vingt dernières années, de nombreuses transformations : suppression de certains impôts et taxes, évolution radicale des assiettes fiscales, modifications dans l'affectation des recettes entre collectivités, multiplication des mesures d'exonération... La suppression de la CVAE, impôt local payé par les entreprises, promet de nouveaux bouleversements. En outre, la fiscalité locale supposée refléter les réalisés économiques et urbaines des territoires, s'en éloigne de plus en plus.

Ces évolutions pourtant majeures se produisent sans réelle évaluation de leurs effets ou sans qu'un bilan global puisse être dressé.

Services publics locaux, qui doit payer : le contribuable local ou l'utilisateur ?

La suppression de la taxe d'habitation TH a entraîné un changement majeur. Avec la disparition de cet impôt, les ménages locataires ne contribuent plus aux charges locales, alors que leur « usage » des services locaux (transport, équipements divers...) n'en a pas diminué pour autant.

Avec la suppression de la TH, disparaît aussi la vocation de solidarité assurée par l'impôt local.

Dès lors, la question de savoir qui doit payer les services publics est posée : le contribuable ou l'utilisateur ?

Vers des fiscalités spécifiques ?

Les collectivités ont vu, au cours des dernières années, leurs missions se développer dans des champs très variés : logement, mobilité, traitement des questions environnementales... Pour autant, la fiscalité attachée à ces compétences (versement mobilité, taxe sur le pluvial, GEMAPI, taxe sur les logements vacants, taxe d'aménagement...) peine à se mettre en place et son rendement reste très en dessous des enjeux.

Quel bilan peut-on faire de cette fiscalité dédiée et de son efficacité ?

Quels mécanismes de péréquation pour réduire les inégalités entre territoires ?

Dans ce contexte et à l'heure où se pose la question des ressources à attribuer en compensation de la suppression de la CVAE, une démarche visant à simuler les transferts financiers qui auraient lieu entre les collectivités pour des scénarios alternatifs de compensation de la perte de ressources éclairerait le débat. Les effets correcteurs produits par les dispositifs explicitement péréquateurs (horizontaux et verticaux) comme ceux des dotations de compensation sont mal connus. Les évolutions de périmètre, avec la rationalisation de la carte intercommunale, ont-ils permis de réduire les disparités au sein des ensembles intercommunaux ?

Bibliographie indicative

Breuil M.-L., Le Gallo J., Bretagnolle A., 2021. « Les bénéfices de la densification urbaine », *Regards croisés sur l'économie*, vol. 28, no. 1, 2021, pp. 170-177

Duran-Vigner P., 2022, *Fiscalité locale et inégalités sociales : une nécessaire approche territoriale*, Cour des Comptes, rapport particulier n° 4, 40 p.

Gilbert G., Guengant A, 1998, *La fiscalité locale en question*, 2ème édition, éd. Montchrestien, 158 p.

Sainteny G., 2018, « La fiscalité peut-elle contribuer à limiter l'artificialisation des sols ? », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, vol. 91, n° 3, pp. 41-45